DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU JEUDI 3 JUILLET 2025 à 18h30

Nombre de membres en exercice : 14

Nombre de membres présents : 08

Date de la convocation : 27/06/2025

Nombre de procurations : 01

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Madame Martine LAGUERIE, Maire,

Présents : MM. Elie GARCIA-JORDA, David REBEYROL, Didier CATUOGNO (pouvoir), Thierry TREBILLON, Gilles GRANIER, Christine PANEBOEUF, Cécile VERNET

Absents excusés : MM. Catherine CROCITTI, Patrick VINCENT, Alexandrine TAULAIGO, Astrid WORNER (procuration), Jean-Pierre MIRAGLIA, Jean-Laurent GRANIER

Absents non excusés : MM.

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Cécile VERNET a été nommée secrétaire

Madame Martine LAGUERIE invite l'Assemblée à approuver le procès-verbal du Conseil Municipal du 7 mai 2025. Le Conseil Municipal, à l'unanimité, **APPROUVE** le procès-verbal du Conseil Municipal.

COMMUNE D'ESTEZARGUES

OBJET : DECISIONS DE MADAME LE MAIRE RECAPITULATIF DES MARCHES PUBLICS SIGNES AU 03 JUILLET 2025

Madame le Maire fait part à l'Assemblée des décisions prises dans le cadre des marchés publics depuis la séance du 7 mai 2025 :

.../...

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE D'ESTEZARGUES					
RECAPITULATIF DES MARCHES PUBLICS SIGNES					
Présentation au Conseil Municipal du 3 juillet 2025					
NOM DU FOURNISSEUR	OBJET	Montant du Marché TTC	Date de la signature	Destinataire	Compte imputé
LA K'DEMIE SAVOUREUSE	Activités cuisine	550,00 €	3/4/25	CENTRE DE LOISIRS	6218
CC PONT DU GARD	Fabrication et pose d'une grille de recouvrement bassin forgeron	813,90 €	4/4/25	JARDIN DU FORGERON	2181
METRO	Acquisition d'un réfrigérateur	292,11 €	23/4/25	SALLE DU FORGERON	2188
TMS	Echelle à crinoline	3 672,00 €	28/4/25	TOUR DE GUET	2135
DELTA FENETRES	Menuiseries fenêtres appartements	6 200,00 €	6/5/25	APPARTEMENTS FORGERON	2135
SSPC30	Poste de secours_manifestations taurines	520,00 €	6/5/25	COMITE DES FETES	623
LES FRANCAS	Participation au centre de loisirs de Fournès	1 207,50 €	15/5/25	CENTRE DE LOISIRS	62878
BRAJA VESIGNE	Voirie Rue Basse Carrière	8 926,57 €	19/5/25	CENTRE VILLAGE	2151
BRAJA VESIGNE	Voirie Rue du Château Fort	15 408,00 €	19/5/25	CENTRE VILLAGE	2151
IGC	Mission de contrôle Arrêté de péril	1 200,00 €	4/6/25	MUR CALADE DE POURCHON	622
PMPC	Rénovation des portes d'entrées de la mairie	1 020,00 €	11/6/25	MAIRIE	2135
LASSERRE Alain	Honoraires expert du Tribunal Administratif	1 208,40 €	16/6/25	MUR CALADE DE POURCHON	622
IGC	Honoraires suivi de chantier	5 880,00 €	18/6/25	MUR CALADE DE POURCHON	622
JM SIGNALISATION	Panneaux de signalétique AK5 sur pieds	885,89 €	27/6/25	SERVICES TECHNIQUES	2158
TPCR	Voirie	48 320,70 €	27/6/25	CHEMINS DU PLAT MORT ET DU VIEUX TELEGRAPHE	2151
SVELTUS	Tapis de sol	261,43 €	30/6/25	ECOLE	2184

OBJET : URBANISME : CONTENTIEUX EN COURS

Madame le Maire fait un retour à l'Assemblée des contentieux déposés au Tribunal Administratif de Nîmes ou en cour d'appel de Toulouse :

COMMUNE D'ESTEZARGUES							
RECAPITULATIF DES DOSSIERS ASSIGNES EN CONTENTIEUX							
Présentation au Conseil Municipal du 2 juillet 2025							
REQUETE AU NOM DE	DEMANDE	RECOURS GRACIEUX Date de la demande	Décision rendue	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NIMES Date de dépôt	Date de la Décision rendue et avis	COUR D'APPEL Date de dépôt	Date de la décision rendue et avis
JUST/RIBIERE	Annulation l'Arrêté en date du 5 février 2021 - PC03010720R0008			02/04/2021	Le 07/03/2023 - Rejetée Pas de frais et dépens	05/05/2023	Le 17/04/2025 - Rejetée Pas de frais et dépens
SESTINI/REYNAUD	Annulation l'Arrêté en date du 30/10/20201 - PC03010720R0004	04/01/2021	néant	13/04/2021	Le 30/12/2022 - Rejetée Condamnés à verser 1200 €	15/03/2023	Audience prévue le 20/03/2025
TREBILLON Thierry	Annulation de l'Arrêté en date du 19/04/2022 - PC03010721R0007			17/06/2022	Le 6/02/2024 - Acte de désistement	05/04/2024	en cours d'instruction
VINCENT Régis	Annulation de la délibération du 18/07/2022 - Approbation du PLU			16/09/2022	Le 28/01/2025 - Rejetée Condamnés à verser 1200 €		
SARIS Faustine	Annulation de l'Arrêté en date du 27 octobre 2022 - PC03010722R0010	22/12/2022	néant	29/03/2023	Prévue le 01/07/2025		
SARIS Faustine	Annulation de l'Arrêté en date du 19/06/2024 - PC03010724R0003	02/08/2024	néant	03/12/2024	Prévue le 01/07/2025		

.../...

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**OBJET : RESSOURCES HUMAINES – MOUVEMENT DE PERSONNEL
SUPPRESSION D'UN POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL PRINCIPAL
DE 2^{ème} CLASSE ET
NOMINATION D'UN STAGIAIRE – ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL**

Suite au départ en retraite pour invalidité de Madame Marie-Christine GLEIZE à la date du 1^{er} août 2025, Madame le Maire demande aux membres du Conseil Municipal de valider la suppression du poste d'Adjoint Technique Territorial Principal de 2^{ème} classe et la création d'un poste d'Adjoint Technique Territorial. La délibération, ci-après, sera validée définitivement après avis du Comité Social Territorial du Centre de Gestion du Gard. La prochaine commission est prévue le 11 septembre 2025.

Madame le Maire rappelle que, selon les dispositions de l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, il appartient à l'organe délibérant de la collectivité de fixer les emplois permanents nécessaires au fonctionnement des services sur proposition de l'autorité territoriale.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Madame le Maire rappelle qu'une demande de retraite pour invalidité a été déposée par Madame Marie-Christine GLEIZE, Adjoint Technique Territorial Principal de 2^{ème} Classe.

VU les différents échanges entre Madame Marie-Christine GLEIZE, le Centre de Gestion du Gard et la Caisse de Retraite CNRACL à l'occasion de cette demande, il a été convenu, d'un commun accord, que le départ de Madame Marie-Christine GLEIZE, Adjoint Technique Territorial Principal 2^{ème} Classe, sera acté au 1^{er} août 2025.

En conséquence, Madame le Maire propose la suppression de l'emploi permanent d'Adjoint technique Territorial Principal de 2^{ème} classe et la création d'un poste d'Adjoint Technique Territorial à temps non complet (29/35^{ème}) catégorie C1. Ces changements seront pris en compte à compter du 1^{er} octobre 2025. L'emploi créé sera pourvu par un recrutement direct.

VU l'avis du Comité Social Territorial en date du xx/xx/2025,

CONSIDERANT la nécessité de créer un emploi d'adjoint technique territorial stagiaire à temps non complet pour répondre à un besoin permanent,

Madame le Maire propose à l'Assemblée de créer cet emploi et de modifier le tableau des effectifs comme suit au 1^{er} octobre 2025 :

FILIERE TECHNIQUE

Grade ou emploi	Catégorie	Création	Suppression	Nouvel effectif budgétaire
Adjoint technique territorial principal de 2 ^{ème} classe	C	0	1	0
Adjoint technique territorial	C	1	0	2

.../...

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir ouï cet exposé, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **ACCEPTÉ** la création d'un emploi d'adjoint technique territorial stagiaire à temps non complet (29/35^{ème}) à compter du 1^{er} octobre 2025,
- **APPROUVE** le tableau des effectifs proposé ci-dessus,
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tous les documents afférents à ce dossier.

OBJET : CREATION D'UN POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL A TEMPS NON COMPLET SUITE A VACANCE D'EMPLOI

4 -FONCTION PUBLIQUE – 4-2 – PERSONNEL CONTRACTUEL

N°2025/42

Madame Le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que, conformément à l'article L. 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

VU le Code Général de la Fonction Publique,

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

VU le départ en retraite pour invalidité de Madame Marie-Christine GLEIZE en date du 1^{er} août 2025,

CONSIDERANT que le bon fonctionnement des services implique le recrutement d'un agent contractuel pour pourvoir à l'emploi d'Adjoint Technique Territorial, catégorie C1 dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire dans les conditions statutaires.

Après avoir ouï cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **DECIDE** de créer à compter du 27 août 2025 un emploi non permanent pour assurer le bon fonctionnement des services dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire dans le grade d'Adjoint Technique Territorial, relevant de la catégorie hiérarchique C1. L'agent recruté assurera des fonctions d'Adjoint Technique Territorial à temps non complet (29/35^{ème}),
- **DIT QUE les missions principales de ce poste seront :**
 - Assister le personnel enseignant pour l'accueil, l'animation et l'hygiène de très jeunes enfants (à partir de 2 ans),
 - Participer aux différents temps de la vie scolaire et extrascolaire (ALSH),
 - Préparer et mettre en état de propreté les locaux et les matériels servant directement aux enfants ,
 - Accueillir et encadrer des enfants lors du temps de restauration scolaire,
 - Assurer l'entretien des locaux et matériels de restauration,
 - Assurer l'entretien des locaux, du mobilier et du matériels municipales en général.
- **DIT QUE** cet emploi non permanent sera occupé par un agent recruté par la voie d'un contrat à durée déterminée pour une durée de 35 jours maximum, allant du 27 août 2025 au 30 septembre 2025,

.../...

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

- **PRECISE QUE** la rémunération de l'agent sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement, soit l'indice brut 367, indice majoré 361,
- **DIT QUE** les crédits correspondants sont inscrits au budget.

OBJET : CREATION D'UN POSTE D'ADJOINT D'ANIMATION TERRITORIAL A TEMPS NON COMPLET SUITE A ACCROISSEMENT D'ACTIVITES

4 -FONCTION PUBLIQUE – 4-2 – PERSONNEL CONTRACTUEL

N°2025/43

Madame Le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que, conformément à l'article L. 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

En outre, les employeurs territoriaux peuvent, en application de l'article L. 332-23, 1° du Code général de la fonction publique, recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité. Cet accroissement est d'une durée maximale de douze mois au cours d'une période de dix-huit mois consécutifs.

VU l'article L. 313-1 et 332-23, 1° du Code Général de la Fonction Publique,

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un accroissement temporaire d'activité dans le cadre de la mise en place d'animations durant les temps méridiens et périscolaires,

Après avoir ouï cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **DECIDE** de créer à compter du 1^{er} septembre 2025 un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité dans le grade d'Adjoint d'Animation Territorial, relevant de la catégorie hiérarchique C1. L'agent recruté assurera des fonctions d'Adjoint d'animation Territorial à temps non complet (9.50/35^{ème}),
- **DIT QUE les missions principales de ce poste seront :**
 - Participer aux différents temps de la vie des temps méridiens et périscolaires (ALSH),
 - Accueillir et encadrer des enfants lors du temps de restauration scolaire.
- **DIT QUE** cet emploi non permanent sera occupé par un agent recruté par la voie d'un contrat à durée déterminée, soit du 1^{er} septembre 2025 au 3 juillet 2026,
- **PRECISE QUE** la rémunération de l'agent sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement, soit l'indice brut 367, indice majoré 361,
- **DIT QUE** les crédits correspondants sont inscrits au budget.

OBJET : PROLONGATION D'UN POSTE D'ADJOINT ADMINISTRATIF TERRITORIAL A TEMPS COMPLET SUITE A ACCROISSEMENT D'ACTIVITES

4 -FONCTION PUBLIQUE – 4-2 – PERSONNEL CONTRACTUEL

N°2025/44

Madame Le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que, conformément à l'article L. 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

.../...

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

En outre, les employeurs territoriaux peuvent, en application de l'article L. 332-23, 1° du Code général de la fonction publique, recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité. Cet accroissement est d'une durée maximale de douze mois au cours d'une période de dix-huit mois consécutifs.

VU la délibération n°2025/16 en date du 12 mars 2025 portant création d'un emploi d'Adjoint Administratif Territorial à temps complet suite à un accroissement temporaire d'activités,

VU la délibération n°2025/33 en date du 7 mai 2025 portant prolongation du contrat à durée déterminée pour l'emploi d'Adjoint Administratif Territorial à temps complet suite à un accroissement temporaire d'activités,

CONSIDERANT le report du congé parental de Madame Sarah BERRABAH, Adjoint Administratif Territorial, jusqu'au 3 septembre 2025 inclus,

CONSIDERANT que l'absence de cet agent ont engendré un retard dans les tâches administratives et que certaines nouvelles missions confiées à l'agent recruté pour accroissement d'activités n'ont pas pu être finalisées,

Madame le Maire propose de prolonger l'emploi Adjoint Administratif Territorial non permanent à temps complet jusqu'au 30 septembre 2025.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **AUTORISE** Madame le Maire ou les Adjoints à prolonger le contrat à temps complet de l'Adjoint Administratif Territorial jusqu'au 30 septembre 2025,
- **DIT QUE** les conditions de rémunération restent inchangées soit une rémunération mensuelle fixée sur la base de l'indice brut 367, indice majoré 366 du grade d'Adjoint administratif, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement, (le cas échéant) les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante,
- **AUTORISE** Madame le Maire ou les Adjoints à signer tous les documents afférents à ce dossier,
- **DIT QUE** la dépense afférente sera prévue au budget principal 2025.

**OBJET : CREATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT SUITE
A ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL A TEMPS NON COMPLET
Article L. 332-23 1° du Code Général de la Fonction Publique**

4 - FONCTION PUBLIQUE – 4-2 – PERSONNEL CONTRACTUEL

N°2025/45

Madame le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que, conformément à l'article L. 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

En outre, les employeurs territoriaux peuvent, en application de l'article L. 332-23, 1° du Code général de la fonction publique, recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité. Cet accroissement est d'une durée maximale de douze mois au cours d'une période de dix-huit mois consécutifs.

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de faire face à un accroissement temporaire d'activité dans le cadre de la rentrée scolaire, d'un besoin de renforcer l'équipe en place et d'une surcharge de travail occasionnée par l'absence d'agents pendant la période d'été,

.../...

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Madame le Maire propose de créer un emploi non permanent relevant du grade d'Adjoint Technique Territorial à temps non complet jusqu'au 31 août 2026.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **AUTORISE** Madame le Maire ou les Adjointes à créer un emploi non permanent relevant du grade d'Adjoint Technique Territorial relevant de la catégorie hiérarchique C1 pour relever les missions :
 - Participer aux différents temps de la vie scolaire, périscolaires et extrascolaire (ALSH),
 - Préparer et mettre en état de propreté les locaux et les matériels servant directement aux enfants ,
 - Accueillir et encadrer des enfants lors du temps de restauration scolaire,
 - Assurer l'entretien des locaux et matériels de restauration,
 - Assurer l'entretien des bâtiments communaux, du mobilier et du matériels municipales en général.

Le contrat à temps non complet de l'Adjoint Technique Territorial sera d'une durée hebdomadaire de travail égale à 16.50/35^{ème}, à compter du 27 août 2025 et ce jusqu'au 31 août 2026,

- **DIT QUE** la rémunération sera fixée sur la base de l'indice brut 367, indice majoré 366 du grade d'Adjoint administratif, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement, (le cas échéant) les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante,
- **AUTORISE** Madame le Maire ou les Adjointes à signer tous les documents afférents à ce dossier,
- **DIT QUE** la dépense afférente sera prévue au budget principal 2025.

OBJET : CONSTRUCTION DES SERVICES TECHNIQUES

VU la délibération n°2022/54 en date du 12 octobre 2022 portant pouvoirs délégués au Maire en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'autorisation donnée au Maire à prendre toute décision concernant, la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Madame le Maire précise à l'Assemblée que le Maître d'œuvre ECOSTUDIO a rendu son rapport suite à l'analyse des offres dans le cadre du marché de la Construction d'un bâtiment des Services Techniques ».

L'estimation des travaux était fixée à 465 335.73 €HT. Il ressort de l'analyse une légère diminution, soit 461 049.39 €HT.

Les candidats avaient jusqu'au 13 juin 2025 pour remettre leurs offres.

Madame le Maire détaille la liste des entreprises retenues pour les travaux de construction des services techniques suite à la proposition du maître d'œuvre :

Pour le lot 1 (gros œuvres, cloisons, doublages, faux-plafonds, carrelage, faïence, peinture et VRD) : c'est les entreprises Provence VRD + CPI + HOTE + GARCIA qui sont retenues pour un montant de 195 870.35 €HT,

Pour le lot 2 (charpente et étanchéité) : c'est l'entreprise MLS CONSTRUCTION BOIS qui est retenue pour un montant de 174 349 €HT avec renégociation,

Pour le lot 3 (menuiseries extérieures aluminium et menuiseries intérieures bois) : c'est l'entreprise MOINE MENUISERIE qui est retenue pour un montant de 28 172 €HT,

.../...

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Pour le lot 4 (serrurerie) : c'est l'entreprise VERSUS METAL qui est retenue pour un montant de 16 110 €HT,

Pour le lot 5 (CVC et plomberie Electricité) : c'est les entreprises JULLIAN ET CIE + CAMARGUE ELECTRICITE qui sont retenues pour un montant de 46 548.04 €HT.

Pour le lot 2, le maître d'œuvre propose de lancer une renégociation. Ce choix a été validé par Madame le Maire.

OBJET : REHABILITATION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT, EAUX PLUVIALES et VOIRIE RUE BASSE CARRIERE ET CALADE DE POURCHON

Les travaux d'assainissement, d'eaux pluviales et voirie sont terminés dans la rue Basse Carrière depuis fin juin 2025. La Calade de Pourchon recevra la semaine prochaine un béton désactivé. Les agents du service technique viendront mettre la dernière touche au chantier : les rampes à ressouder et à repeindre.

OBJET : VOIRIE : RUE BASSE CARRIERE SENS DE CIRCULATION Avis du Conseil Municipal

Suite à la demande des riverains, Madame le Maire présente la demande de retrait du sens unique de la Rue Basse Carrière. Cette rue, passée en sens unique en juin 2023, vient d'être totalement rénovée.

Les rigoles qui géraient les eaux pluviales de chaque côté de la route, ne permettaient pas de serrer les véhicules pour laisser passer un autre véhicule en sens inverse. Elles ont été supprimées.

Désormais la gestion du pluvial est centrale et la récupération se fait en réseau enterré. Madame le Maire précise que pour que la circulation soit rétablie dans les deux sens, il faudra interdire le stationnement dans toute la rue. Le retour à double sens permettrait de résoudre aussi la vitesse et le stationnement autorisé en début de voie qui a plutôt été vu comme un privilège.

Madame le Maire, favorable à ce changement, demande l'avis des conseillers municipaux.

Les membres du Conseil Municipal sont également favorables à ce retour en arrière essentiellement dû aux améliorations apportées à la voirie.

Madame le Maire précise qu'un arrêté abrogeant le sens unique sera pris dans les prochains jours

OBJET : VOIRIE COMMUNALE

Monsieur David REBEYROL informe l'Assemblée que deux chemins ont été goudronnés :

- Chemin du Vieux Télégraphe,
- Chemin du Plat Mort.

Faute de budget supplémentaire en 2025, il ne sera pas possible de prévoir d'autres chemins.

.../...

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

OBJET : TERRITOIRE D'ENERGIE GARD – SMEG MODIFICATION DES STATUTS

8 – DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – 8-4- AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

N°2025/46

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les dispositions des articles L.5711-1 et L.5211-20 ;

VU la délibération n°2025/51 en date du 20 mai 2025 par laquelle le Comité Syndical Mixte d'Electricité du Gard (SMEG) a accepté à l'unanimité la modification des statuts du syndicat ;

CONSIDERANT que le Syndicat doit consulter l'ensemble de ses membres concernant ces modifications et ce, conformément aux dispositions visées ci-dessus ;

Madame le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que :

- Les statuts actuels du Syndicat Mixte d'Electricité du Gard ont été approuvés par arrêté Préfectoral le 23 mai 2025 ;
- Le champ d'intervention du Syndicat évoluant régulièrement, il est apparu nécessaire de compléter les statuts du SMEG portant sur les points suivants :
 - Le changement de dénomination du Syndicat, initié par la Fédération Nationale des Syndicats d'Energie, avec l'objectif de générer de la visibilité au niveau national avec la notion associée de marque reconnue. Il prend désormais la dénomination de Territoire d'Energie GARD – SMEG ;
 - Apporter des précisions sur les articles présents aux statuts ;
 - La possibilité d'envisager des activités complémentaires.

Ces statuts modifiés entreront en vigueur à compter de la publication de l'arrêté préfectoral portant modification statutaire.

Après avoir pris connaissance du projet de statuts, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **ACCEPTE** les modifications des statuts proposés par le Syndicat Mixte d'Electricité du Gard (SMEG).

OBJET : PERIL IMMINENT SUR LA PARCELLE AD 445

7 – FINANCES LOCALES – 7-1- DECISIONS BUDGETAIRES –

N°2025/47a

Madame le Maire informe l'Assemblée que le péril imminent sur la parcelle AD 445 n'est toujours pas réglé. Suite à la demande de la mairie, le bureau IGC à AVIGNON a émis un nouveau rapport pour trouver des solutions techniques moins onéreuses que la solution de l'expert du Tribunal Administratif.

La commune d'Estézargues a contacté Monsieur Stéphane ANGLADA, entrepreneur en maçonnerie domicilié à DOMAZAN, pour effectuer les travaux. Ce dernier s'est mis en rapport avec le bureau IGC pour trouver un compromis dans la mise en sécurité de ce mur de soutènement.

Les travaux seront exécutés d'office si Madame Nadia LAKEHAL ne donne pas l'ordre au maçon d'intervenir dans les prochains jours.

.../...

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Si tel est le cas, la mairie paiera les frais de mise en sécurité du mur de soutènement (expert du Tribunal Administratif, le bureau d'études IGC, les frais d'huissier de justice et l'entreprise de maçonnerie) et demandera le remboursement à la propriétaire du mur, Madame Nadia LAKEHAL. Une estimation des frais a été faite. Elle se chiffre à 54 246 €TTC.

Dans le cadre de son pouvoir de police, Madame le Maire, sous couvert de l'article R. 511-5 du Code de la Construction et de l'Habitation dispose :

» *La créance de la commune sur les propriétaires ou exploitants née de l'exécution d'office des travaux prescrits en application des articles L. 511-2 et L. 511-3 comprend le coût de l'ensemble des mesures que cette exécution a rendu nécessaires, notamment celui des travaux destinés à assurer la sécurité de l'ouvrage ou celle des bâtiments mitoyens, les frais exposés par la commune agissant en qualité de maître d'ouvrage public et, le cas échéant, la rémunération de l'expert nommé par le juge administratif* ».

La commune pourra recouvrer ces frais engagés auprès du propriétaire comme en matière de contributions directes. Elle émettra un titre exécutoire à l'encontre de la propriétaire défailante en application de l'article L. 511-4 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Les membres du Conseil Municipal s'inquiètent des délais de remboursement. Cette somme estimée grève largement le budget communal et empêche l'aboutissement d'autres projets.

Après avoir ouï cet exposé, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **ACCEPTE** la prise en charge des frais de réparation de ce mur à hauteur de 55 000 €,
- **AUTORISE** Madame le Maire ou les Adjointes à modifier le budget principal 2025 en conséquence.
- **AUTORISE** Madame le Maire ou les Adjointes à signer tous les documents afférents à ce dossier.

OBJET : BUDGET PRINCIPAL M57 DE L'ANNEE 2025 DECISION MODIFICATIVE N°1

7 – FINANCES LOCALES – 7-1- DECISIONS BUDGETAIRES –

N°2025/47b

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'Instruction Budgétaire et Comptable M14,

VU l'arrêté de péril imminent n°2025/25 en date du 11 mars 2025,

VU l'arrêté d'exécution d'office des travaux en application de l'article L-511-16 du Code de la Construction et de l'Habitation,

VU la délibération n°2025/27 en date du 2 avril 2025 portant approbation des budgets primitifs M57 et M49 de l'année 2025,

CONSIDERANT que, pour des raisons de sécurité des résidents, du voisinage et des passants de la Calade de Pourchon, la commune se doit d'engager des frais d'un montant estimé à 55 000 € dans le cadre des travaux de mise en sécurité d'un mur de soutènement sis Calade de Pourchon et appartenant à Madame Nadia LAKEHAL,

Afin de procéder à ces travaux, Madame le Maire précise à l'Assemblée qu'il y a lieu de procéder, comme suit, à une modification budgétaire sur le Budget Principal 2025 :

.../...

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

30107 Code INSEE	COMMUNE D'ESTEZARGUES BUDGET PRINCIPAL	DM n°1 2025
---------------------	---	-------------

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal

BUDGET PRINCIPAL_DM n°1

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
INVESTISSEMENT				
D-45411 : Travaux exécutés d'office pour le compte d'un tiers	0,00 €	55 000,00 €	0,00 €	0,00 €
R-45421 : Travaux exécutés d'office pour le compte d'un tiers	0,00 €	0,00 €	0,00 €	55 000,00 €
TOTAL AREGIC : CHAPITRE A REGULARISER INVESTISSEMENT	0,00 €	55 000,00 €	0,00 €	55 000,00 €
Total INVESTISSEMENT	0,00 €	55 000,00 €	0,00 €	55 000,00 €
Total Général		55 000,00 €		55 000,00 €

Après avoir ouï cet exposé, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **ACCEPTE** la modification budgétaire proposée pour un montant de 55 000 €,
- **AUTORISE** Madame le Maire ou les Adjoints à modifier le budget principal 2025 en conséquence.
- **AUTORISE** Madame le Maire ou les Adjoints à signer tous les documents afférents à ce dossier.

OBJET : VIDEOPROTECTION

Monsieur Didier CATUOGNO précise qu'une quinzaine d'entreprises sont venues visiter le site. Il y a eu environ 27 dossiers retirés.

Le génie civil du Croisée de la Source/Queirade a posé beaucoup de problèmes à certaines entreprises. Une option radio a été rajoutée.

L'ouverture des plis se fera avec l'aide de Monsieur Bernard TAILLADE, ancien professionnel dans le métier de la sécurité et domicilié sur la commune.

OBJET : DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE N°1 DU PLU RELATIVE A L'IMPLANTATION D'UN PARC PHOTOVOLTAIQUE AU SOL AU LIEU-DIT « LE BOIS » à ESTEZARGUES

Madame le Maire rappelle la réunion des Personnes Publiques Associées (PPA) prévue le 17 juillet en mairie.

Le représentant de la DDTM a confirmé sa venue. Un compte rendu sera édité par le Cabinet LACROZE.

La prochaine séance du Conseil Municipal est prévue le MARDI 19 AOUT 2025 à 18h30.

Fin de séance à 19h15

Le Maire,
Martine LAGUERIE,

Le secrétaire de séance,
Cécile VERNET,